Robert Hue
cartes sur table

"L'élection présidentielle va vous permettre deux choses. Au second tour, d'élire le président de la République. Et au premier tour, le 23 avril, de prendre la parole. De faire entendre votre avis sur les graves problèmes posés et sur les choix à faire pour demain. Tout le monde va devoir en tenir compte. Pour vous décider en connaissance de cause, vous avez droit à un grand débat national. Je m'efforce d'y contribuer. Avec ce journal, je m'explique comme j'en ai l'habitude. A coeur ouvert."

Parti communiste français

Tenir tête

“Partout, la crise. Les injustices, de jour en jour plus révoltantes. L'inquiétude. Qui ne l'éprouve pas quand il pense à ses enfants? Pourtant, on vous dit: «On ne peut pas faire autrement. C'est la seule solution.» Ce n'est pas vrai. Les sacrifices ne sont pas un remède. Ils ont, certes, beaucoup profité à ceux qui concentrent les pouvoirs et les richesses. Mais ils sont un poison pour notre économie et pour toute la société. Continuer veut dire davantage d'inégalités, de souffrances, d'inhumanité. Jamais on ne me convaincra qu'il faille l'accepter. Etre réaliste aujourd'hui, c'est résister à cette politique, et choisir de faire du neuf. Le premier tour, le 23 avril, est l'occasion de faire passer ce message. L'expérience prouve que notre peuple, quand il a tenu tête aux puissances d'argent, quand il a fait entendre sa volonté de changement, a obtenu de grands progrès. Et qu'il a pu et peut d'autant mieux le faire que le Parti communiste, qui ne s'est jamais compromis avec la droite et l'extrême droite, est plus influent.” Robert Hue

1936



1936: les grèves du Front populaire
La semaine de travail à 40 heures. Les congés payés. Création des Comités d'entreprise. Augmentation de 7 à 20% des salaires.

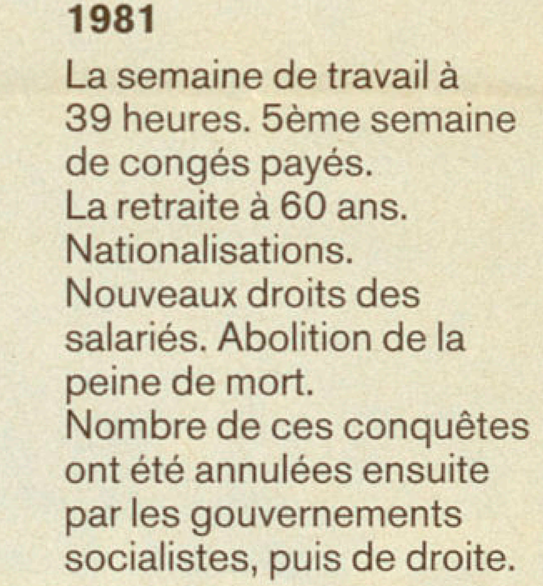
1945: la Libération
Droit de vote des femmes. Création de la Sécurité sociale. Statut de la Fonction publique. Nationalisation de Renault, des charbonnages, des banques. Création d'EDF-GDF. Ordonnances sur la presse.



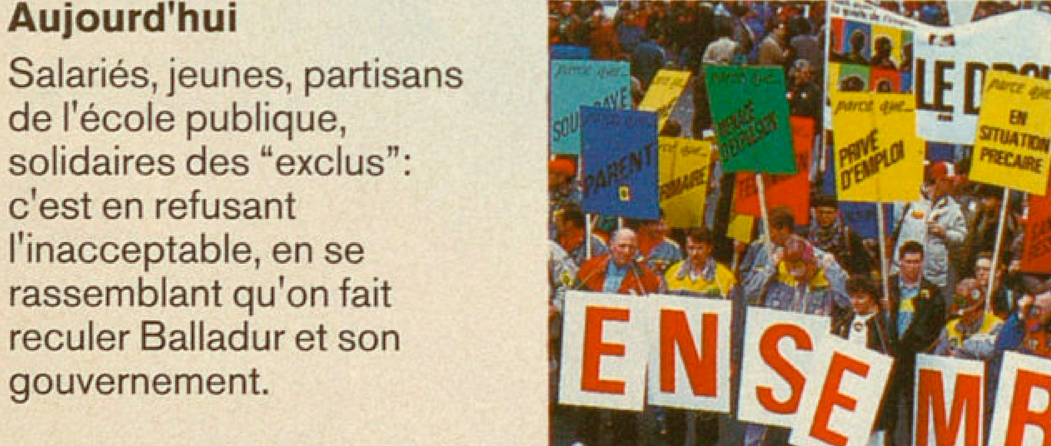




Mai 1968
Reconnaissance de la section syndicale et des délégués du personnel dans l'entreprise. Augmentations importantes des salaires, le SMIC majoré de 30%.



1981
La semaine de travail à 39 heures. 5ème semaine de congés payés. La retraite à 60 ans. Nationalisations. Nouveaux droits des salariés. Abolition de la peine de mort. Nombre de ces conquêtes ont été annulées ensuite par les gouvernements socialistes, puis de droite.



Aujourd'hui
Salariés, jeunes, partisans de l'école publique, solidaires des "exclus": c'est en refusant l'inacceptable, en se rassemblant qu'on fait reculer Balladur et son gouvernement.











L'avis d'un expert

Mai 1986. La droite vient de revenir au pouvoir, après des élections où, pour la première fois, le Parti communiste est tombé à moins de 10% des voix.
Le vice-président du patronat français, M. Chotard, se rend aux Etats-Unis, où il tient une conférence de presse. Les journalistes américains se montrent agressifs: "Vous, les Français, vous promettez toujours une politique ultralibérale, mais vous ne la faites jamais! Quelle garantie avez-vous que vous réussirez cette fois-ci?" Réponse de M. Chotard: "La garantie, c'est que le Parti communiste est tombé à moins de 10%, ce qui laisse une marge de manoeuvre plus grande que lorsqu'il était à 20%!"
Ils le disent eux-mêmes: le recul du Parti communiste a été la chance de la droite et du grand patronat.
Une meilleure influence de ce parti aurait pour conséquence qu'ils ne pourraient plus tout se permettre.
Est-ce que ce n'est pas décisif?

1988.1995: bilan d'un septennat

Mai 1988
Gouvernement Rocard

- Création de la CSG. Les communistes votent une motion de censure s'y opposant.
- Loi d'amnistie pour les auteurs de fausses factures. Seuls les communistes votent contre.
- Guerre du Golfe. Une prétendue "guerre propre" qui a, en fait, tué 100 000 innocents. Saddam Hussein, lui, est toujours au pouvoir en Irak. Le Parti communiste, avec tous les pacifistes, s'est activement opposé à ce carnage.

Les communistes ont approuvé:
- Création du RMI.
- Accord en Nouvelle-Calédonie.
- Moratoire sur les essais nucléaires.

Les communistes ont proposé et obtenu:
- Loi contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Mai 1991
Gouvernement Cresson

- Signature des accords de Schengen.
- Multiplication des délocalisations d'entreprises publiques.
- Vote de la PAC. Les communistes s'y opposent avec le mouvement paysan.

Avril 1992
Gouvernement Bérégovoy

- Traité de Maastricht. Le PCF obtient un référendum, puis appelle à un "non de gauche". Le "oui" l'emporte de très peu

Les communistes ont proposé et obtenu:
- Loi prévoyant le refus des licenciements sans reclassement.
- Loi instituant des commissions départementales de contrôle de l'utilisation des fonds publics (supprimée par le gouvernement Balladur).

Durant ces cinq années de gouvernements socialistes, le chômage est passé de 2,5 millions à 3 millions; les profits ont atteint 1224 milliards de francs en 1992, 1204 milliards en 1993.

Mars 1993
Gouvernement Balladur

- Cascade de cadeaux au grand patronat.
- Réforme du code de la nationalité et lois Pasqua.
- Augmentation de la CSG et suppression de fait de la retraite à 60 ans. Les communistes participent activement à toutes les actions pour la défense de la protection sociale.
- Loi quinquennale prétendument "pour l'emploi" qui généralise la précarité.
- Loi Bayrou, CIP, circulaire sur les IUT. La protestation fait échec à la droite.
- Multiplication des privatisations. Robert Hue et les communistes contribuent à empêcher la privatisation totale de Renault.
- Ratification des accords du GATT.

Durant ces deux années du gouvernement de droite, le chômage est passé de 3 à 3,3 millions; les profits ont atteint 1270 milliards de francs en 1994.

Au total:
Les communistes n'ont pas été "contre par principe". Tout ce qu'ils ont pu approuver et obtenir, ils l'ont fait. Ils ont avancé beaucoup de propositions. Mais elles ont été repoussées. Les gouvernements successifs ont préféré se plier à la volonté des milieux d'affaires.

Edouard Balladur défend son bilan. Logique. C'est aussi celui de **Jacques Chirac**, qui a fidèlement voté toutes les mesures du gouvernement Balladur. **Lionel Jospin** a été un des principaux ministres des gouvernements socialistes. Il dit parfois avoir des "regrets", mais revendique les choix politiques qui ont été ceux de ces gouvernements. Et qui ont conduit à l'échec.

Inventer un autre avenir

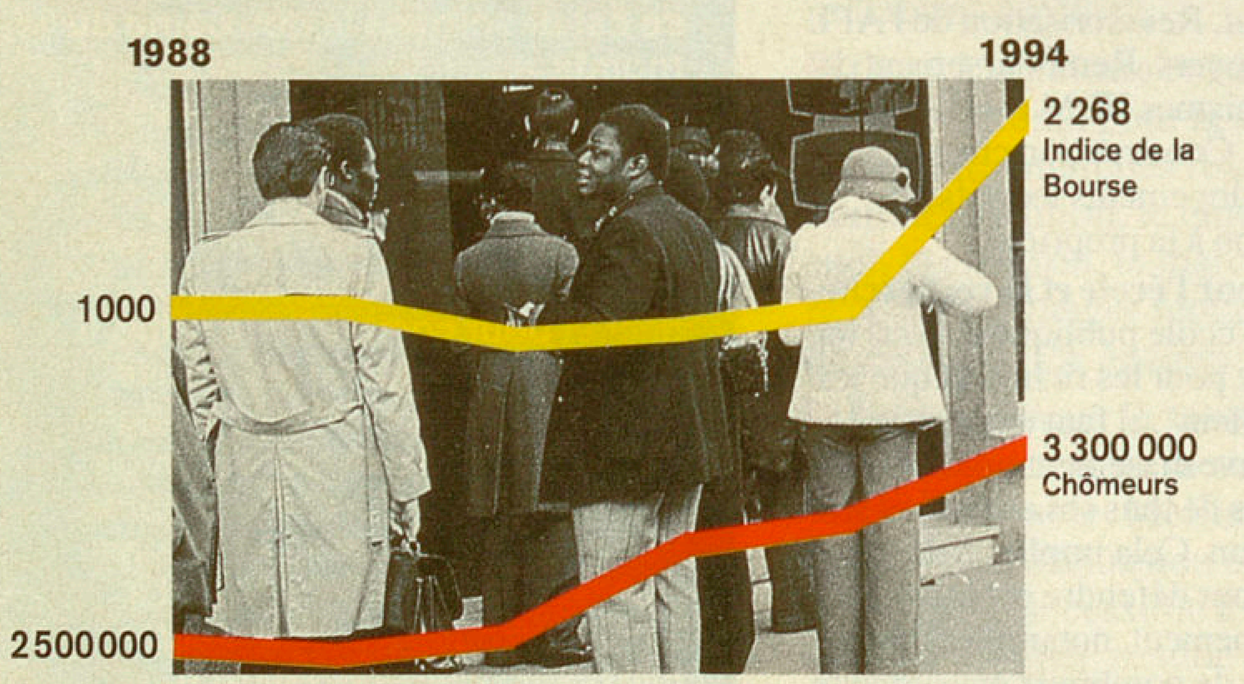
Utiliser l'argent pour l'emploi

"Le chômage est une tragédie. Pour celles et ceux qu'il frappe. Pour l'économie et la société. «Personne n'a de solution», vous répète-t-on. Je ne dis pas qu'il y ait des solutions miracle. Mais j'affirme que la progression du chômage a des causes, et qu'on peut agir sur elles. Il y a beaucoup d'argent en France. Il va à la finance, à la course folle de l'argent pour l'argent. Il faut avoir le courage de faire d'autres choix, d'utiliser l'argent pour l'emploi et le progrès humain. Et il faut vous consulter. J'en ai la conviction, les choses iraient mieux si on tenait davantage compte de votre avis." Robert Hue









Des faits, des chiffres
En 1994, 12,6% de la population active était au chômage. Le nombre des chômeurs de plus d'un an est passé de 1 100 000 à 1 250 000. 70% des emplois créés ont été des emplois précaires. Le coût total du chômage est évalué à près de 500 milliards de francs.
250 milliards d'argent public -provenant donc des impôts- ont été versés aux entreprises, sans contrôle.
Les profits se sont élevés à 1270 milliards. L'en-cours des crédits s'élève à 6000 milliards.

Des propositions concrètes

Orienter l'argent autrement. Davantage d'argent pour l'emploi, les salaires, le développement des êtres humains, et moins pour la croissance financière et la spéculation.

Des droits nouveaux aux salariés. Droit donné aux CE de bloquer les licenciements et les délocalisations, de faire d'autres propositions. Création de commissions départementales pour le contrôle de l'argent public donné aux entreprises. Mise en place de structures de crise, comprenant salariés, chômeurs, élus pour prévenir les suppressions d'emplois et avancer d'autres propositions.

Plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. (voir pages 4 et 5)

35 heures sans diminution de salaire. C'est possible: la semaine de travail a diminué d'une heure en 59 ans! Et la productivité a augmenté de combien? Cela créerait des centaines de milliers d'emplois.

Un rôle plus efficace du secteur public. Cela implique: créer les emplois qui manquent tellement au service et au secteur publics ; stopper les privatisations; renationaliser; démocratiser la gestion; transformer les rapports du public avec le privé dans un but d'efficacité sociale et de développement.

D'autres règles pour le crédit et les impôts, favorisant les projets créateurs de richesses et d'emplois, et dissuadant l'affairisme financier.

Pas de terres en friche alors que tant d'êtres humains ont faim. Aider à la revitalisation rurale est un devoir national. Plan d'installation de 150000 jeunes agriculteurs et agricultrices. Renégociation de la PAC.

Des initiatives en Europe et dans le monde pour partager les coûts, les connaissances, les ressources, les équipements, lutter contre la "guerre économique". Ce qui implique de se dégager des contraintes de Maastricht.

Et la fuite des capitaux?

"On ne pourrait pas imposer les grands de la finance, dans ce pays? Ils auraient tous les droits? Cette société injuste, je ne la supporte pas", s'indigne Robert Hue. Des moyens pour éviter l'évasion des capitaux: une volonté politique de l'Etat en matière de crédit et de banques; un droit réel d'intervention des salariés partout où se prennent quotidiennement les décisions concernant l'argent.

Inventer un autre avenir

Choisir l'être humain

Protection sociale et santé

Le défi de Robert Hue à Edouard Balladur

Le 9 janvier, Robert Hue interpellait Edouard Balladur. "Vous projetez le démantèlement du système actuel de protection sociale, avec la mise en concurrence de la Sécurité sociale et des assurances privées. Je vous mets au défi de le nier.
"Le premier ministre-candidat lui a répondu en vantant sa politique... mais en se gardant bien d'être précis sur la question posée. "Le débat va se poursuivre", commente Robert Hue, qui avance des propositions concrètes pour la protection sociale et la santé.

■ **Suppression de la CSG** (58 milliards de francs en 1993). Largement compensée par la taxation des revenus financiers au même taux que les salaires (ce qui rapporterait 77 milliards) et le recouvrement des dettes patronales (20 milliards).

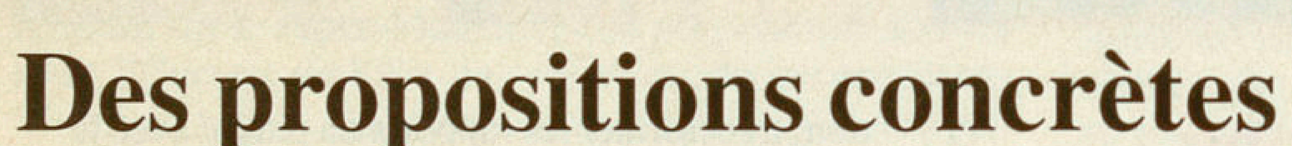
■ Les ressources existent donc pour une grande politique de santé. **Levée des restrictions qui frappent l'hôpital public** et des décisions de suppressions de lits.

■ **Urgence nationale contre le SIDA**: généralisation de la prévention; développement en grand des structures de soins; moyens démultipliés pour la recherche et la prévention.

"La France est le quatrième pays le plus riche du monde. Et il faudrait considérer comme fatal, inévitable, que son peuple soit tellement malmené? Partout, les injustices, de plus en plus brutales. La précarité qui devient la norme. Les inégalités sociales qui se creusent, jusqu'à rejeter les déshérités. Les discriminations à l'encontre des femmes. Le mépris à l'égard des jeunes. Le racisme. La violence. Les campagnes contre les retraités, contre les malades et les personnes handicapées, accusés de «coûter trop cher».
Changer cette société n'est pas un rêve: c'est un besoin. Elle fonctionne selon la loi du plus fort et du plus riche. Mais cette loi est celle d'une minorité. On peut faire un autre choix: celui du progrès humain, du progrès de la civilisation. C'est le projet de société du Parti communiste. Une contribution à la réflexion et à l'action des forces du travail et de la création, des jeunes qui sont la vraie richesse, l'avenir de ce pays." Robert Hue







Des propositions concrètes

■ **Justice pour les salaires et les retraites.** Faire le choix de l'être humain, c'est d'abord lui donner les moyens de vivre décemment. Rien ne justifie que les revenus du travail diminuent sans cesse alors que ceux de la finance "explosent". Les privations sont devenues intolérables. Et elles rongent l'économie: de meilleurs salaires, ce serait de l'argent pour la consommation, qui contribuerait donc à la relance.

Relèvement du SMIC à 7500 francs et augmentation de 1000 francs des salaires de moins de 15 000 francs. Cela représenterait 200 milliards de francs. A comparer aux 1270 milliards de profits. Des mesures particulières d'allègement des charges financières et de baisse des impôts - notamment la réforme de la taxe professionnelle - doivent permettre aux PME-PMI de satisfaire cette revendication.

Egalité pour les femmes et pour les jeunes: à travail égal, salaire égal.

Rattrapage de 600 francs par mois pour toutes les retraites, dont l'âge doit être rétabli à 60 ans.

800 francs d'allocations familiales dès le premier enfant.

■ **Plan d'urgence contre l'exclusion.** L'exclusion fait de jour en jour plus de victimes. Elle est ressentie comme une menace par des millions de salariés, de jeunes, de chômeurs. Elle condamne cette société. Dans l'immédiat, des décisions d'urgence s'imposent. Réquisition des bureaux et logements vacants pour les SDF. Arrêt des expulsions, saisies, coupures d'eau et d'électricité. Revalorisation du RMI et son extension aux moins de 25 ans. Dispositions exceptionnelles d'aide à l'emploi. Accès aux soins et aux transports gratuits pour les chômeurs. Financement de ces mesures: multiplier par quatre l'impôt sur les grandes fortunes (ce qui représenterait pour celles-ci un prélèvement de moins de 4%!).

■ **Moins d'impôts, et plus justes.** Actuellement, un actionnaire paye, à revenu égal, 7 fois moins d'impôts qu'un salarié! Inacceptable. Suppression de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation pour les revenus inférieurs ou égaux au SMIC. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Taxation dissuadant la spéculation financière. Augmentation de l'impôt pour les entreprises qui licencient ou délocalisent. Quadruplement de l'IGF.

■ **Priorité au logement social.** La France compte 200000 exclus du logement, 2 millions de mal-logés, et combien de jeunes qui ne parviennent pas à s'installer? Prendre cet immense problème à bras-le-corps, c'est relancer une grande politique de logement social. Revalorisation de l'APL et limitation des loyers. Remboursement de la TVA aux organismes HLM et relèvement de l'aide de l'Etat. Construction chaque année de 150000 logements locatifs, et autant en accession à la propriété.

■ **Des moyens pour l'école et la recherche.** La droite accuse l'école publique de tous les maux. "Une école pour les riches, et que les autres se débrouillent": il faut empêcher ça. Pas de meilleur investissement pour la société que l'accès de tous ses enfants et ses jeunes à l'éducation. Cela implique de grands moyens pour défendre et rénover le système d'enseignement, notamment pour recruter et former de nombreux enseignants et personnels. Porter les dépenses d'éducation et de formation à 5% des richesses produites. Et celles de la recherche à 3%.

■ **Droit à l'environnement.** La loi de l'argent pour l'argent détruit les richesses naturelles, et en fait une source de corruption! Création d'un grand service public de l'environnement. Nationalisation des grands groupes de l'eau et de l'assainissement ■

Soigner les toxicomanes, combattre les trafiquants

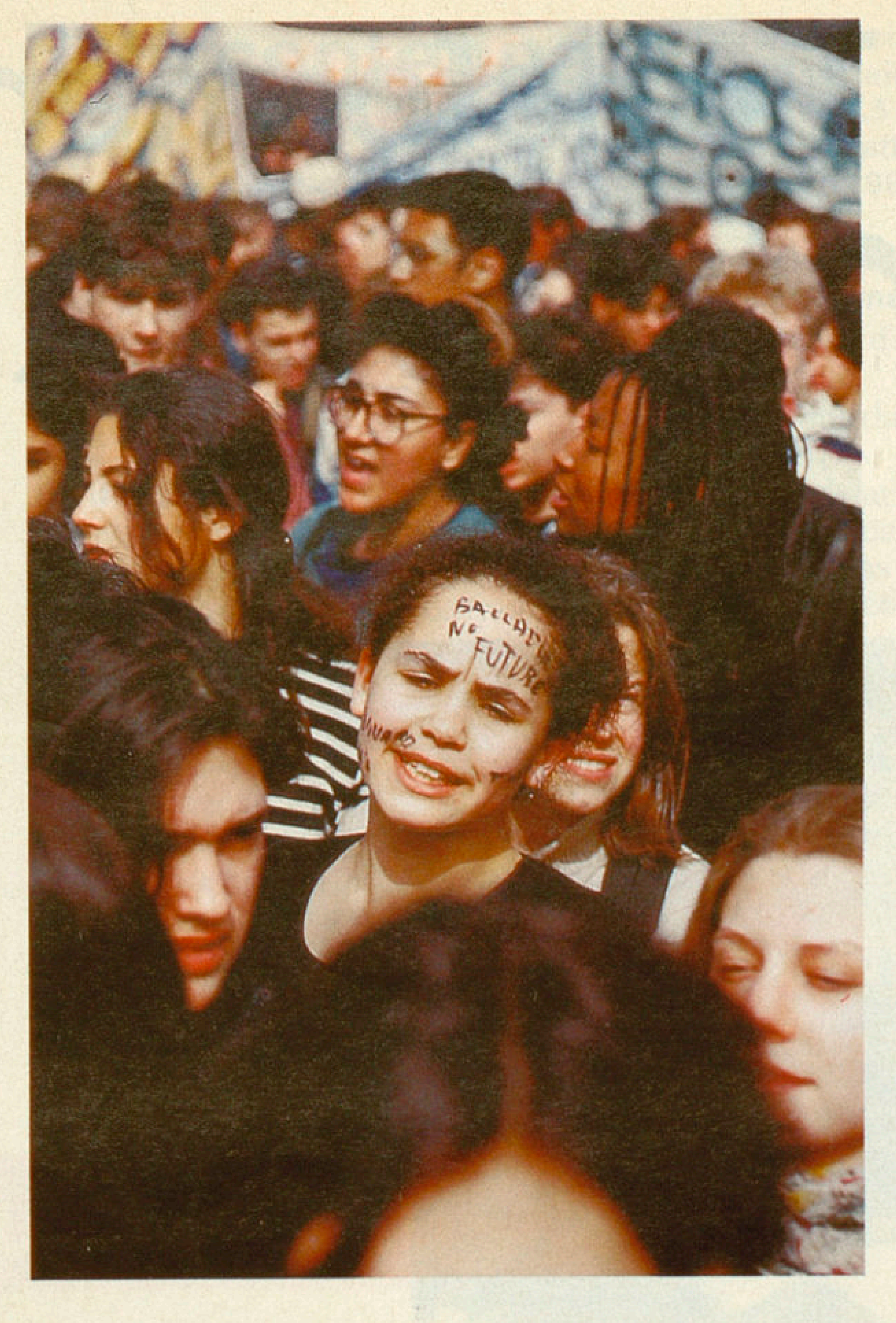
La drogue est devenue un fléau majeur de la société. **Son commerce est désormais le deuxième du monde,** après celui des armes: **12700 milliards de francs.** Les exemples de l'Espagne et des Pays-Bas prouvent que la légalisation de son usage n'est pas la réponse pour lutter contre son extension. Pour soigner et **pour combattre le trafic, il faut des moyens: on les refuse.** Un toxicomane qui veut être soigné doit attendre quatre, voire six mois! Et les mafias étendent leur emprise. Pas question d'accepter cette inhumanité et de baisser les bras. La lutte antidrogue a besoin d'actes. Elle pourra alors être efficace. **Soutien aux initiatives locales. Multiplication des structures d'accueil, de soins, de réinsertion.** Maintien des contrôles douaniers adaptés à la recherche des stupéfiants. **Lutte réelle contre le trafic et contre le blanchiment de l'argent sale** ■

Les jeunes ont raison!

Emplois précaires et sous-payés, la fac Pasqua pour les uns et une école sans moyens pour tous les autres, mépris, violence et démagogie... "Les jeunes ont raison d'être révoltés! Nous sommes à leurs côtés", répète Robert Hue.

CIP et circulaire sur les IUT: Balladur a dû reculer face à la levée des jeunes. Il faut maintenant obtenir le retrait définitif du rapport Laurent, qui organise la sélection par l'argent.

Robert Hue a décidé de faire de la jeunesse la question n°1 de son action. Il propose un **plan d'urgence pour l'emploi des jeunes:** transformation des emplois précaires en emplois stables. 50% des centaines de milliers d'emplois à créer dans les services publics attribués aux jeunes. 70 milliards pour l'école et la formation prélevés sur les 613 milliards de la loi de programmation militaire. Abolition des pratiques de bas salaires et de discriminations à l'encontre des jeunes ■



Les projets qu'on vous cache

MM. Balladur et Chirac assurent qu'ils ont un projet de société. Leurs dossiers sont prêts. Mais ils les cachent. Comme le dit le ministre Léotard, M. Balladur "ne ment pas, mais dissimule". Parce que, ajoute le ministre Sarkozy, il ne faut pas "inquiéter inutilement"...

Pourtant, on peut rassembler les morceaux du puzzle: les licenciements en masse annoncés dans nombre de grandes firmes; les privatisations qu'on entend multiplier; la déréglementation d'EDF-GDF, de la SNCF, de France-Télécom; les menaces à l'encontre du SMIC et du RMI; la Sécurité sociale progressivement vidée de son contenu et la hausse de la CSG programmée; l'Université pliée aux impératifs ultralibéraux si on suit le rapport Laurent; l'inégalité considérée comme le moteur du développement de la société, selon le rapport Minc; la poursuite de la casse de l'agriculture et de la pêche; le recours de plus en plus systématique aux forces de répression... Sans oublier, en toile de fond, les dogmes de Maastricht. Au total, on voit se profiler une société de plus en plus inégalitaire, violente, impitoyable. Un véritable recul de civilisation.

Pourquoi la droite ne se bat-elle pas sur son vrai programme? Parce qu'au fond, elle n'est pas si sûre que ça de sa force. Elle a dû céder sur la loi Bayrou, le CIP, la circulaire sur les IUT. Elle redoute la résistance à ses projets. Qui va être mesurée et renforcée le 23 avril avec une remontée de l'influence communiste ■





Une République moderne

Si on tenait davantage compte de votre avis, moins de décisions se prendraient contre vous. Et s'il y avait plus de transparence et de contrôle, il y aurait moins de corruption. Pas de solution moderne sans donner davantage de droits aux citoyens. Droit à la parole, à être écouté, informé, à intervenir.

■ Elargissement des droits et des pouvoirs d'intervention des salariés. On ne peut pas avoir la République dans la société si on a la monarchie dans l'entreprise.

■ Primauté donnée aux citoyens. Possibilité de référendum d'initiative populaire. Proportionnelle intégrale à toutes les élections et mandat du président de la République de 7 ans non renouvelable. Transparence du patrimoine des élus. Contrôle de l'utilisation des fonds publics et du commerce des armes. Garantie de l'indépendance des partis et traitement équitable dans les médias. Autonomie accrue des communes. Respect de la souveraineté nationale. Développement du droit à la communication pour répondre aux mutations en cours.

■ Droit à la culture et au sport. 1% du budget national pour la culture. La logique des marchés financiers tend à dominer l'édition, le cinéma, l'audiovisuel, la chanson, le marché de la peinture. C'est un danger mortel pour la liberté de création. 1% également pour le sport.

■ Egalité devant la sécurité. L'accroissement de la violence n'est ni fatal ni tolérable. Meilleur lien entre prévention, dissuasion et répression. Une justice accessible à tous sans sélection par l'argent, rendue rapidement et démocratisée dans son recrutement.

■ Droit des habitants des DOM-TOM. Toutes les discriminations qui les frappent en matière de salaires, de coût de la vie, de prestations sociales, de congés payés, de droits économiques, sociaux et culturels doivent être abrogées ■

Des faits, des chiffres

Salaires

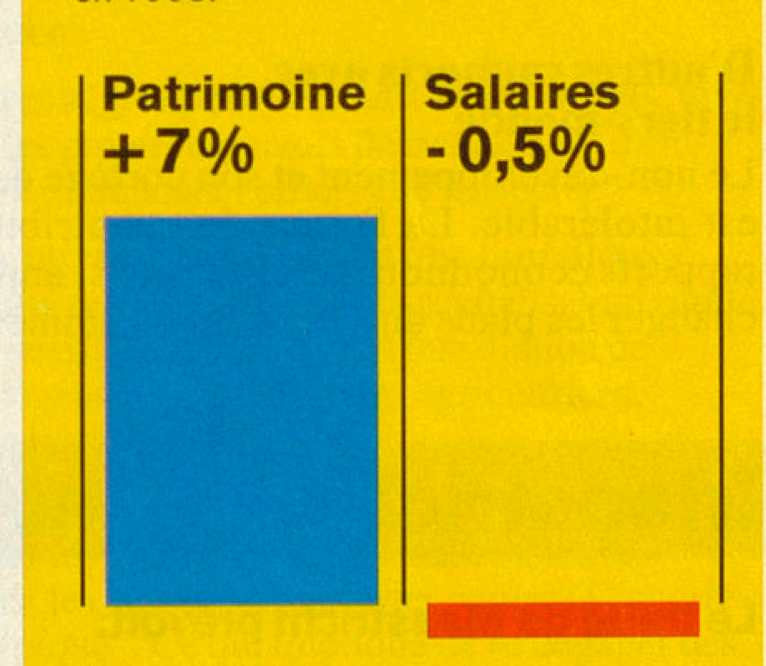
Un salarié sur deux gagne actuellement moins de 7500 francs par mois. En 1993, les ressources des entreprises - profits, revenus financiers, crédits et aides publiques- s'élevaient à 12 900 francs par salarié. On peut augmenter les salaires! Et ceux de la Fonction publique? L'Etat, verse, en pure perte, des centaines de milliards à la finance. On peut dégager les crédits nécessaires. Pour les coûts salariaux, la France est dans le peloton de queue des pays développés.

Sécurité sociale

Augmenter les salaires de 1 000 francs rapporterait 100 milliards de francs à la Sécurité sociale. Transformer les CES en emplois stables lui rapporterait 15 milliards. "La CSG est une mesure de justice" disent Edouard Balladur, Jacques Chirac et aussi Lionel Jospin. Elle est actuellement financée à 93% par les salariés et les retraités et à 7% par les revenus du capital.

Des chiffres officiels

Selon le dernier rapport du CERC (un organisme officiel que Balladur s'est empressé de dissoudre!), le revenu des patrimoines a progressé de 7% l'an en moyenne entre 1990 et 1993. La masse totale des salaires, elle, a reculé de 0,5% en 1993.



Ecole ou surarmement?

70 milliards de francs pour l'école et la formation, c'est moins que le coût de la construction du porte-avions "Charles-de-Gaulle"! Avec l'argent investi dans un sous-marin nucléaire, on pourrait embaucher 120 000 professeurs. Avec celui de deux (oui: deux!) missiles M45, on pourrait mettre en conformité 110 établissements scolaires dangereux ■

Inventer un autre avenir

Transformer l'Europe
agir pour la paix

"Aucun pays ne peut s'en sortir en s'isolant. L'Europe est une grande idée. Mais elle se fait aujourd'hui contre les peuples. Maastricht, que les communistes ont combattu, a aggravé tous les problèmes et conduit l'Union européenne dans une impasse. Je propose un nouveau projet européen.
Et puis, quel avenir pour notre planète quand quatre êtres humains sur cinq s'enfoncent dans la misère et le chômage? La France n'est jamais aussi influente que lorsqu'elle se montre solidaire et qu'elle agit pour le désarmement et la paix."

Robert Hue



La liberté du peuple d'Afrique du Sud. Une victoire pour tous les peuples

Des faits, des chiffres

Europe

L'Union européenne compte 20 millions de chômeurs, 53 millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté, 3 à 5 millions de mal-logés. Selon les cabinets d'analyse européens, la hausse des profits devrait atteindre 30% en 1995.

Monde

1 milliard d'êtres humains vivent dans la pauvreté absolue.
1,3 milliard n'ont pas accès à une eau pure. 192 millions d'enfants souffrent de malnutrition. 100 à 200 millions sont contraints de travailler. 900 millions de personnes ne savent ni lire ni écrire.
Les pays du tiers-monde doivent payer, au titre de la dette, davantage que ce qu'ils perçoivent.
12% des dépenses militaires permettraient de dispenser des soins médicaux élémentaires à tous, de vacciner tous les enfants, d'éliminer la famine et l'absence d'eau potable.
4% des dépenses militaires permettraient de rendre universel l'enseignement primaire et de réduire de moitié l'analphabétisme.

Des propositions concrètes

Un nouveau projet européen

On peut construire l'Europe tout autrement que selon les règles de Maastricht: pour et avec les peuples, et non plus contre eux. Coopérer en donnant la priorité à l'emploi et au progrès social, et en taxant les capitaux spéculatifs. Développer un instrument monétaire commun de coopération, et non subir la monnaie unique aux effets ravageurs. Organiser, cette année, un référendum sur le super-Maastricht en préparation. Etablir avec l'Europe de l'Est des relations de coopération. Miser sur la paix et l'amitié entre les peuples et non pas constituer une superarmée européenne.

D'autres rapports avec le tiers-monde

Le non-développement et son cortège de souffrances est intolérable. La France doit contribuer à d'autres rapports économiques et politiques: annuler la dette; changer les plans du FMI en programmes de coopération; transformer le GATT en une organisation de coopération démocratique; réduire les budgets militaires; taxer les capitaux spéculatifs à 0,5%, comme le suggère l'ONU.

Droit de chaque peuple à vivre en paix

Aucun des problèmes de notre époque ne trouvera de solutions dans la guerre. Evidence? Pourtant, l'OTAN s'active; les conflits régionaux se multiplient, comme en Bosnie et en Tchétchénie; la course folle aux armements continue. Il faut changer de cap. Notre pays doit consacrer moins d'argent à ses dépenses militaires. Et se prononcer pour la poursuite du moratoire sur les essais et leur interdiction totale; pour un traité imposant aux puissances nucléaires l'engagement de réduire leurs arsenaux jusqu'à leur élimination; pour que l'ONU contribue mieux à l'instauration d'un ordre international plus juste et plus équilibré ■



Non à l'intégrisme!

On ne peut pas céder aux intégristes, experts en matière de viols, d'égorgements, d'exécutions publiques, d'attentats aveugles à la voiture piégée. Le compromis signé à Rome par le FIS et certains partis risque fort d'être compris comme un encouragement par les forces du fanatisme. Au chantage de l'intégrisme, la France doit répondre en renforçant ses liens avec le peuple algérien. Il faut isoler l'intégrisme, pas l'Algérie.

Maastricht: ils ont dit...

Le traité de Maastricht prévoit:

- L'Union économique et monétaire. Les pays membres doivent aligner leur politique économique à partir de "critères de convergence": mesures d'austérité, extension de la précarité, diminution des dépenses publiques...

- Une politique extérieure et une défense communes. A terme, notre pays perdrait sa liberté d'action dans le monde et se verrait intégré dans un nouveau bloc militaire, au sein duquel l'Allemagne accéderait à l'arme nucléaire.

■ **Edouard Balladur** n'a rien à redire: Maastricht, c'est sa politique, celle de la droite française et européenne.

■ **Jacques Chirac** voudrait bien se démarquer... en faisant oublier qu'il a milité pour le "oui".

■ **Lionel Jospin** est partisan de Maastricht. Il s'affirme pour des choix sociaux que les "critères de convergence" -qu'il dit vouloir respecter- interdiraient.

■ ...Et **Arlette Laguiller** a refusé de s'opposer à Maastricht en appelant à l'abstention au référendum.

En quoi le Parti communiste a-t-il changé?

"Je ne serais pas honnête si, appelant à faire remonter l'influence du Parti communiste, je ne m'expliquais pas sur ce qu'il est aujourd'hui. Le Parti communiste a changé et continue de changer. Cela commence à devenir une donnée nouvelle de la politique française. Pourquoi ces changements? Pour lui permettre d'être fidèle à sa raison d'être: contribuer à faire reculer l'injustice, à changer la société afin de la rendre plus humaine. Après tout ce qui s'est passé, en France et à l'Est, cela demandait bien des remises en cause et des améliorations. En quoi consistent-elles, précisément?
On me pose beaucoup de questions à ce sujet. J'ai essayé de les regrouper par thèmes."

Robert Hue

Athéisme. Contrairement à ce qui s'est passé dans les régimes "communistes" de l'Est, c'est une longue tradition pour le Parti communiste français de ne pas être contre la religion. Ses adhérents sont chrétiens, musulmans, juifs, athées... Ils sont communistes pour combattre ce qui opprime et avilit l'être humain, partageant ainsi ce que de nombreux croyants mettent en leur foi.

Démocratie. L'expérience a prouvé que le socialisme sans la liberté ne peut qu'échouer. Si nous contestons le capitalisme, c'est parce que nous voulons que l'être humain ne soit pas considéré seulement comme un moyen, mais toujours comme une fin. Nous n'acceptons pas que certains aient tous les droits et que d'autres n'aient que celui de se taire, quand ils ne sont pas en "fin de droits". Rien n'est plus moderne que la démocratie et, par conséquent, le dépassement du capitalisme. Par le respect des libertés, du suffrage universel, du pluralisme ; par davantage de droits et de pouvoirs d'intervention.

Entreprise. Il arrive encore qu'on croie que les communistes sont pour le collectivisme et le "tout-Etat" ! Pourquoi voudrions-nous faire ce qui a échoué? L'initiative privée est indispensable à l'économie. Et c'est la politique actuelle qui la met à mal : en même temps qu'elle attaque le secteur public, elle provoque dans le privé licenciements, délocalisations, fermetures d'entreprises. Nous luttons pour développer et démocratiser le secteur et les services publics. Et pour établir effectivement la liberté de fonder son entreprise, pour permettre aux PME et aux grandes entreprises d'accroître les emplois, les salaires, les richesses créées.

Est/Russie. Les peuples des pays de l'Est ont rejeté des régimes autoritaires, mais ils ne voulaient pas non plus de la "thérapie de choc" capitaliste . Ils conviennent eux-mêmes que la réalité qu'ils vivaient hier n'était pas toute noire. Nous, par contre, nous l'avons trop longtemps peinte en rose. Je ne dis pas que nous étions "l'oeil de Moscou" : nous n'avons jamais transigé avec la liberté de la France et, depuis 1976, nous avions cessé de prendre le socialisme soviétique pour modèle. Mais nous étions solidaires. Non, le bilan n'était pas "globalement positif" -Georges Marchais l'a d'ailleurs dit-, et les chars russes ne sont pas plus acceptables aujourd'hui en Tchétchénie qu'ils ne l'étaient hier en Afghanistan.

Extrême droite. On vient de célébrer la Libération et de rappeler le rôle que les communistes, avec d'autres résistants, ont tenu. On commémore la fin des camps nazis, dans lesquels tant de déportés communistes, aux côtés des juifs, ont péri. A cette époque et depuis lors, du Chili à l'Afrique du Sud et aujourd'hui en Algérie, les communistes ont toujours choisi le camp de la liberté contre le fascisme. Qui dit extrême droite dit racisme, antisémitisme, haine, violence, dictature de l'argent : tout ce qui nous fait horreur. D'ailleurs : on ne peut pas être plus viscéralement anticommuniste que Le Pen ; pas plus résolument anti-Le Pen que le Parti communiste.

Gauche. La gauche est pluraliste: elle comprend le Parti communiste, le Parti socialiste, d'autres formations. Elle est liée à des valeurs essentielles : la justice, la liberté, la laïcité, l'attachement au service public, la solidarité, la paix... Si, depuis 1981, elle a suscité tant de déceptions et de rejets, c'est que les gouvernements socialistes ont mené en son nom une politique tournant le dos à ses valeurs et à leurs engagements. Il faut imaginer une tout autre façon de faire : une union nouvelle des forces de gauche, qui se construise cette fois avec les citoyens, et pour une politique qui soit vraiment de gauche. Réfléchissons à l'expérience : c'est quand elle est fidèle à elle-même que la gauche peut gagner et faire de grandes choses ; et elle l'est d'autant plus que sa composante communiste peut se faire entendre.

Héritage. Contrairement à une idée reçue, nous sommes pour. Je propose de porter l'exonération des droits de succession à 500 000 francs. Et d'élever leur barème pour les plus grandes fortunes.

Individu. Pour nous, ce qui prime, c'est l'individu. Ca ne veut pas dire que nous nous soyons convertis au "chacun pour soi". L'union fait la force. Mais pas l'union d'une foule indifférenciée : de personnes qui savent à quoi elles s'engagent. Nous agissons pour une transformation de la société qui repose sur le déploiement de la capacité d'intervention de chaque individu.

Stalinisme. C'est pour nous une question très grave. Le stalinisme fut un système : une conception étatiste et égalitariste de la société ; le culte fanatique d'un homme, bien dans la tradition russe ; une dictature qui fit des millions de morts. Quand ces crimes furent reconnus, en 1956, nous les avons condamnés, mais nous avons trop tardé à condamner le stalinisme en tant que tel, puis à changer nos façons de penser et d'agir. De l'abandon de la "dictature du prolétariat" en 1976 à celui du "centralisme démocratique" en 1994, nous avons procédé à ces remises en cause. Et nous sommes preneurs de tout apport qui peut enrichir notre réflexion et notre pratique en cette direction.

Vie du Parti communiste. A objectifs démocratiques, fonctionnement démocratique. Les communistes bénéficient dans et hors de leur parti de leurs totales libertés de citoyens : liberté de pensée, de parole, de réunion, de vote, de publication... Ils sont divers et le seront de plus en plus : leur parti vit de cette diversité. Son unité se construit par la démocratie et non l'appel à la "discipline". C'est un parti communiste d'un nouveau type.
Pourquoi avoir gardé ce nom ? Parce qu'en France, le mot "communisme" vient de loin: des "communes" du moyen-âge, de la Révolution française, de la Commune de Paris. Parce que le Parti communiste français, s'il a, certes, commis des erreurs, a beaucoup apporté au progrès social et humain. Parce que, surtout, sa raison d'être, qui est de lutter contre l'oppression et l'exploitation est loin d'être dépassée ! C'est même, à mon avis, la grande tâche de notre temps, et du siècle qui vient ■



Robert Hue a 48 ans. Il est infirmier d'origine. Sa femme est également infirmière, en activité. Ils ont deux enfants. C'est un amoureux de l'Histoire (il a écrit deux livres sur celle de sa commune) et de la peinture.

Robert Hue est maire d'une ville de la banlieue parisienne, Montigny-lès-Cormeilles, depuis 18 ans, conseiller général depuis 7 ans. Homme de terrain, connu dans sa commune pour son dévouement, son honnêteté, sa compétence, c'est le seul candidat à l'élection présidentielle qui vive dans une HLM, au milieu des cités. Le seul qui sillonne tout le pays, à la rencontre directe des citoyens: 72 départements visités!
Ses responsabilités au Parti communiste sont récentes: président de l'Association nationale des élus communistes et républicains, il est membre de la direction du PCF depuis 1987, et premier dirigeant de ce parti depuis janvier 1994. Il est pour beaucoup de Français une "révélation": celle de l'esprit constructif, d'ouverture, de dialogue qui caractérise le PCF aujourd'hui. "Je suis devenu communiste par révolte contre l'injustice", indique-t-il. Cette révolte du rocker de 16 ans, ceinture noire de judo, continue à vivre aujourd'hui en l'homme d'Etat■

La portée de votre vote le 23 avril

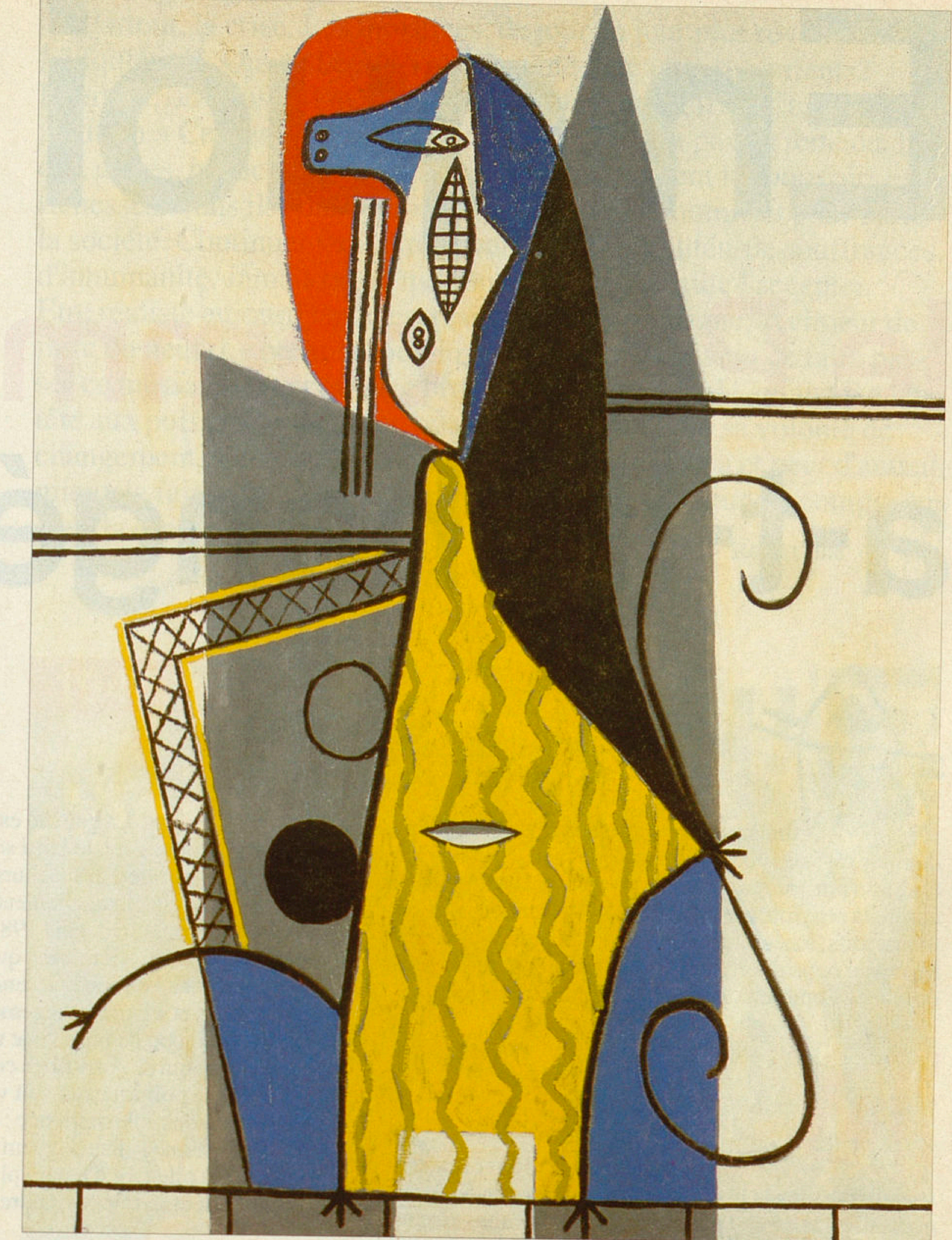
Vous êtes très nombreux à ressentir la nécessité que la société soit davantage marquée par le refus de l'injustice et la volonté de faire du neuf. Très nombreux à souhaiter que la gauche soit enfin fidèle à ce qu'elle doit être.

Le premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, vous donne l'occasion de faire bouger les choses en ce sens.

Si le Parti communiste progresse, personne ne pourra ignorer ce que ça signifie. Vous aurez fait savoir que vous vivez de plus en plus mal, et que vous en avez assez. La volonté de ne pas se laisser faire sera plus forte qu'aujourd'hui: la droite et le grand patronat y regarderont à deux fois. L'exigence qu'on se mette sérieusement au travail, à gauche, avec les citoyens, pour construire une union et un projet politique neufs comptera davantage.

Vous vous dites peut-être: "Mais est-il bien sûr que mon vote pour le candidat communiste permette ça? Son parti s'est affaibli. Et est-il vraiment porteur d'idées nouvelles? A-t-il vraiment changé?"

J'ai essayé de le montrer dans ce journal: le Parti communiste fait effort pour mieux répondre à vos attentes, pour être plus proche de vos préoccupations et plus ouvert au dialogue. Son recul est un handicap majeur pour les forces de travail et de la création, pour les idées de justice et de progrès, pour la gauche. S'il remonte, c'est tout cela qui aura plus de poids. Vous en avez besoin. ■ Robert Hue



Picasso:
Femme dans un fauteuil,
Cannes, 1927.
Huile sur toile 1,30 x 0,98.

J'ai choisi ce tableau de Pablo Picasso car il montre mieux que de longs discours que, dans un monde dur pour l'Homme, il revient à celui-ci de le rendre plus beau...

Je souhaite

☐ être tenu(e) informé(e) des initiatives et déclarations de Robert Hue
☐ sans autre engagement de ma part, apporter ma contribution à l'élargissement du soutien à sa candidature

Nom et prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Adresser à: Robert Hue, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris

Vous pouvez contribuer au financement de la campagne de Robert Hue en adressant vos dons à: Pierre Sotura, mandataire financier de Robert Hue, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une déduction d'impôt vous sera adressé.

Iconographie: Lily Franey: p. 1,2,6/Sylvain Hitau:p.2,3,5,7/André Lejarre (Le bar floréal): p. 2 et 4/ Coll. Viollet: p.2/Dite-Usis:p.2/AFP: p.2/Leynse (REA): p.2/DR: p.2 et 7/Jean-Robert Franco: p.4 et 5/ Noak (Le bar floréal): p.5/Hocine Zacura: p.6/p.8: copyright photo RMN-Spadem.
Photogravure MIP, février 95 Imp. Groupe Jacques Lopès

cette page est à vous

Les propositions de Robert Hue ne sont pas à prendre ou à laisser. Elles ont besoin de vos critiques et de vos suggestions

Robert Hue
2, place du Colonel-Fabien
75940 Paris cedex 19